Opinion

CHILI - L'étape Boric

Hugo Guzmán R.

mardi 5 avril 2022, mis en ligne par Françoise Couëdel

10 mars 2022 - La définition de « gouvernement de gauche » ne correspond pas exactement à celui qui se met en place ce 11 mars au Chili : il serait plus exact de parler de « centre gauche » et même d'un programme social-démocrate.

« Je crois que c'est un gouvernement essentiellement de centre gauche ». Cette définition, c'est Camila Vallejo, militante du Parti communiste du Chili (PC) et future porte parole de La Moneda au sein de l'administration de Gabriel Boric qui l'a donnée. Et elle a ajouté, dans un entretien au Mercurio, que le Gouvernement « a un programme qui reprend des aspects de la sociale démocratie européenne ».

Le ministre de l'Économie de la nouvelle administration, Nicolás Grau, du parti Convergence sociale (qui est une composante du Frente Amplio Chileno), a déclaré dans un entretien au journal Pulso « si on regarde notre programme de façon objective et qu'on le compare à des programmes qui ont été proposés dans d'autres parties du monde, c'est un programme qui pourrait essentiellement être qualifié de socio-démocrate ».

Dans un des débats présidentiels précédent les élections, Gabriel Boric lui-même, répondant à un journaliste, a affirmé que la définition de socio-démocrate de ses propositions de programme ne le dérangeait pas.

L'économiste et ex-ministre du Commerce de l'ex-Concertation, Carlos Ominami, a affirmé, dans une colonne du quotidien La Tercera, qu'en cette période » on cherche au Chili par la voie institutionnelle à approfondir la démocratie et à dépasser le néolibéralisme. En résumé, une sorte de nouvelle « voie chilienne » vers quelque chose qui exige une définition précise, mais qui nécessairement combine des éléments propres à la social-démocratie, à l'écologie et au féminisme »

Ce sont des définitions qui rendent compte de la position qu'aurait l'administration gouvernée par Gabriel Boric (du parti Convergence sociale) dans une structure traditionnelle pour le situer – schématiquement – par comparaison avec d'autres gouvernements latino-américains.

De toute évidence il semble que la définition de « gouvernement de gauche » ne correspondrait pas rigoureusement à celui qui s'inaugure le 11 mars au Chili et il serait plus exact de parler de « centre-gauche » et même de programme social-démocrate.

Cela pourrait en mécontenter certains, mais c'est une donnée réelle, surtout en raison des déclarations des personnels qui représentent le gouvernement qui se met en place.

Évidemment tout n'est pas blanc ou noir. Boric, par exemple, a déclaré il y a quelque temps que « si le Chili a été le berceau du néolibéralisme, il sera aussi sa tombe ». Une posture affirmant plutôt des positions de gauche que de celle des sociaux démocrates.

Dans son programme, au-delà des étiquettes, il envisage de démanteler le système privé, transnational et monopolistique des pensions, de consolider les mécanismes de souveraineté sur l'exploitation des minerais (lithium et cuivre), de créer un système de santé distinct du schéma privatisé actuel, de progresser en termes d'égalité salariale avec davantage et de meilleurs droits des salariées et des salariés, de mettre en place une profonde réforme tributaire, de consolider une perspective féministe de la

société et réaliser des changements profonds dans le modèle de développement en renonçant au modèle extractiviste au profit d'un modèle soutenable.

Ces mesures visant impérativement à démanteler le modèle néolibéral au Chili, changent les relations sociales et sont des avancées vers le « bien vivre » pour la majorité de la population.

Ces grandes lignes, en principe, définissent les contenus du programme de la coalition Apruebo Dignidad, la coalition de Boric, celle qui a gagné les élections au second tour des présidentielles, en novembre de l'an dernier, et qui comprend le Parti communiste (un parti de gauche) et les organisations du Frente Amplio.

Pour ce qui est de son application, et compte tenu des corrélations des forces cette année au Parlement chilien – où, au Sénat, sont à égalité (25-25) les fauteuils de la droite et de la gauche et du progressisme, et où, à la Chambre basse, les voix de l'officialisme ne sont pas suffisantes pour approuver des lois de réforme –, Gabriel Boric a décidé ou a dû décider d'incorporer à son gouvernement des ministres sociaux démocrates et de « centre gauche » issus du Parti socialiste et du Parti pour la démocratie, et des militants indépendants mais très proches de ces organisations.

Dans cette perspective, le secrétaire général du PC, Lautaro Carmona, a déclaré dans un entretien au journal *El Siglo* « j'ai lu ce qu'a écrit un de ses porte-parole les plus proches (du Président), que l'élargissement du cabinet ne signifie pas modération du programme, mais de meilleures conditions pour appliquer le programme. De ce point de vue, additionner est une qualité pour que plus nombreux soient ceux qui soutiendront le programme ».

Carmona n'a pas omis de dire qu'« au Parlement notre corrélation de force n'est pas aisée, si on pense aux transformations, aussi nous devrions faire en sorte que d'autres forces s'y agrègent. L'intégration, j'insiste, est destinée à appliquer le programme et c'est un atout ».

En définitive, on répète que ce sera un gouvernement « de transformations structurelles », qui garantira plus de droits sociaux, améliorera la qualité de la démocratie, qui sera attentif aux droits humains et fera en sorte de désarmer le modèle hégémonique actuel.

Il existe un facteur fondamental qui pourra avoir une incidence sur la gestion de Boric. C'est l'approbation de la nouvelle Constitution lors d'un plébiscite de fin qui doit se dérouler au cours du dernier trimestre de cette année, et dont le texte est actuellement en cours de rédaction par la Convention constitutionnelle.

Dans un entretien accordé au journal *La Diaria*, de l'Uruguay, le ministre Secrétaire général de la Présidence, Giorgio Jackson, a reconnu qu'« il est certain qu'il va être difficile d'appliquer certains points de notre programme de Gouvernement sans un changement constitutionnel » et il a donné un exemple : « Sans un changement constitutionnel, la réforme de la santé et la réforme des droits sexuels et reproductifs courent le risque d'être jugés inconstitutionnels selon la *Carta Magna* actuelle. Il en va de même pour certaines normes du travail. Sur tous ces thèmes l'engagement constitutionnel est très important ».

Un autre élément est l'aspiration, surtout des secteurs de la gauche au sein de la nouvelle administration, à ce que le mouvement social et les organisations de la société civile « accompagnent les transformations » et donnent une base sociale et citoyenne au gouvernement et fassent ainsi pression sur les secteurs conservateurs et sur les opposants aux transformations.

On garde à l'esprit que le processus constituant auquel on assiste aujourd'hui et que les exigences qui ont trouvé une issue, sont une réponse à la révolte populaire de 2019 qui a changé la carte politique sociale et institutionnelle du Chili. Cela signifie que le rôle social joué par les catégories populaires est toujours actif.

Le sénateur communiste, Daniel Núñez, a déclaré : « On ne peut pas limiter un projet de transformation à la seule participation du cabinet ou des espaces institutionnels comme les municipalités, les conseils

régionaux, ou le Parlement. Ce qu'il faut comprendre c'est que nous devons créer une force citoyenne et sociale qui défende le Gouvernement et qui soutienne les transformations. »

Quoi qu'il en soit, il existe au Chili le sentiment partagé que ce qui se joue avec le gouvernement de Gabriel Boric et le processus de la Convention constitutionnelle, c'est un débat sur le projet-pays, la continuité ou non du modèle néolibéral et la confrontation entre forces transformatrices et forces conservatrices.

Évidemment, à tout cela les corporations entrepreneuriales, les groupes financiers, les pouvoirs de pression, les medias et la presse hégémoniques, l'ultra droite affirmée, la droite traditionnelle et la dénommée « famille militaire » ont beaucoup à dire.

Dans ce contexte, règne l'incertitude quant à la politique extérieure, étant donné que la Chancelière Antonia Urrejola, n'a guère de sympathie pour les gouvernements de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua, et qu'elle a pris une position conservatrice quand elle était présidente de la Commission interaméricaine des Droits humains de l'OEA (Organisation des États américains). À la cérémonie de passage de pouvoir, le président de Cuba a été invité, mais dans le cas du Venezuela et du Nicaragua seuls l'ont été les ambassadeurs accrédités à Santiago.

Aucun signe encore moins de déclaration venant de l'administration de Gabriel Boric n'a permis de dire qu'elle se considère comme faisant partie du « bloc de la gauche progressiste » en Amérique latine, à côté de pays comme Cuba, le Venezuela, la Bolivie le Nicaragua, le Mexique ou l'Argentine.

Au Chili on dit en ce moment que les « attentes sont immenses » avec ce nouveau gouvernement de Apruebo Dignidad. Ce qui conduit certains représentants de l'administration à dire qu' « il faut calmer les attentes » car on prévoit que le processus sera difficile, complexe, imprévisible sous bien des aspects.

Finalement, le travail accompli depuis ces quatre années est peut-être la véritable façon de caractériser politiquement et idéologiquement ce Gouvernement, sera-t-il social-démocrate, de gauche ou à définir autrement. Mais l'essentiel est de voir s'il réussira à imposer les transformations.

Hugo Guzmán est un journaliste chilien. Ex-rédacteur en chef de Radio Universidad de Chile, ancien responsable de la section politique du quotidien *La Nación*, il est actuellement directeur du journal *El Siglo*.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.alainet.org/pt/node/215090.